

Juillet-Août 2026 - <https://onpe.france-enfance-protgee.fr/>



Accompagner les enfants délaissés ou en risque de l'être

L'ONPE publie un guide professionnel sur cette thématique.

Se préoccuper des situations de risque de délaissement ou de délaissement parental vise à procurer aux enfants confiés une stabilité de vie et une continuité de liens avec des personnes qui sont des figures de sécurité fiables dans la durée. Considérer ces situations exige un engagement des services de protection dans trois dimensions de réflexion et d'intervention : repérer les situations, les prendre en compte et accompagner les personnes concernées. Le référentiel de guidance professionnelle contient des repères juridiques, cliniques et d'organisation pour conduire le travail d'identification et d'accompagnement des familles.

Lire le guide

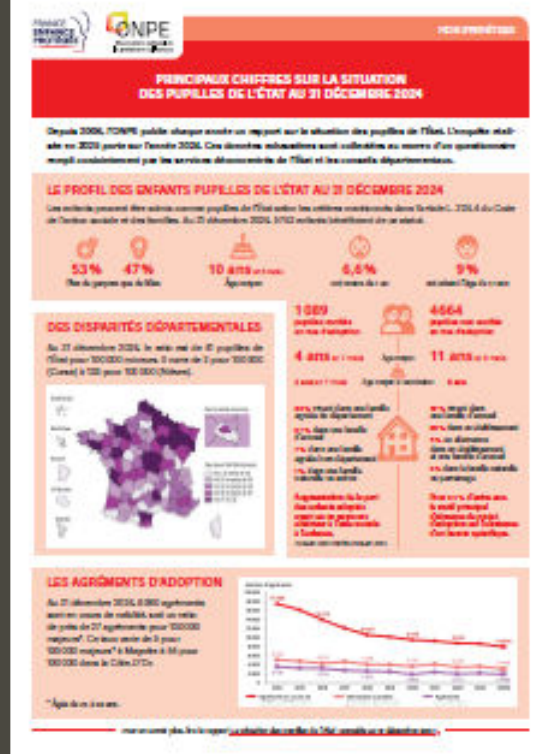
Rapport pupilles

L'ONPE publie son rapport annuel sur la situation des pupilles de l'État. Ce rapport présente les données relatives à la situation des pupilles de

Fiche synthétique

l'État au 31 décembre 2024, issues de l'enquête réalisée en 2025. Il est structuré en 8 fiches thématiques permettant de faire le point sur l'évolution du nombre de pupilles, leur profil, les modalités d'admission et de sortie du statut, ainsi que sur l'activité des conseils de famille et l'évolution des agréments en vue d'adoption. Pour rappel, cette étude annuelle repose sur les données exhaustives transmises à l'ONPE par l'ensemble des services déconcentrés de l'État et des conseils départementaux.

[Lire le rapport](#)



[Lire la fiche](#)

Études et statistiques

L'aide sociale à l'enfance - Ed. 2026

La Drees publie ce dossier qui rassemble et synthétise de nombreuses données statistiques disponibles sur le sujet. Le document analyse le profil des bénéficiaires, les mesures dont ils font l'objet, ainsi que les dépenses départementales associées. Il met également en évidence les tendances nationales et les disparités départementales et décrit les caractéristiques des jeunes accueillis dans les établissements de l'ASE.

[Lire le document](#)

Agenda

4 sept. 2026 - Paris

Prévention sur le syndrome du bébé secoué

Colloque organisé par Les maux les mots pour le dire

[En savoir plus](#)

15 sept. 2026 - Paris

Evaluer et accompagner les effets traumatiques des maltraitances infantiles

L'ONPE et la Société française de pédopsychiatrie de l'enfant et de l'adolescent et disciplines associées (SFPEADA) organisent pour la seconde fois une journée nationale de rencontre entre les services de l'Ase et de la pédopsychiatrie. [S'inscrire](#)

12 octobre 2026 - Lyon

La protection de l'enfance à la croisée des chemins : réformer, refonder, se réinventer?



Mortalité périnatale

La Drees publie [une étude sur la mortalité périnatale](#), qui augmente légèrement en 2024. Cette publication présente les évolutions de la mortinatalité (enfants nés sans vie) et de la mortalité néonatale précoce (enfants nés vivants et décédés pendant leur première semaine de vie) qui composent la mortalité périnatale, à partir des données hospitalières. Des données complémentaires sont disponibles en ligne pour disposer d'informations départementales et régionales sur la mortinatalité et la mortalité périnatale. Cette étude est complémentaire du bilan sur la santé périnatale au cours des 10 dernières années, publié par Santé publique France.

Evènements

Pour une protection intégrale des enfants

À la suite du drame Lyhanna, le Premier ministre a confié à Sarah El Haïry, Haute-commissaire à l'Enfance, une mission visant à proposer des mesures immédiates et structurelles pour renforcer la protection des mineurs contre toutes les formes de violences. Le rapport intitulé « **Pour une protection intégrale des enfants – De la prévention à la reconstruction,**

Textes et travaux parlementaires

- [Projet de loi](#) relatif à la protection des enfants / Vie publique, 21/7/26
L'AN a adopté, avec modifications, le projet de loi en première lecture.
- [Proposition de loi](#) visant à protéger les mineurs des risques auxquels les expose l'utilisation des réseaux sociaux. Elle proscrit l'accès aux réseaux sociaux aux mineurs âgés de moins de 15 ans et étend aux lycéens l'interdiction d'utiliser les téléphones portables durant les cours / Sénat, 21/7/26
- [Loi du 13 juillet 2026](#) visant à assurer le droit de chaque enfant à être assisté d'un avocat dans le cadre d'une mesure d'assistance éducative et de protection de l'enfance / JO, 14/7/26
- [Arrêté du 10 juillet 2026](#) portant désignation des associations et des membres du CNPE / JO, 11/7/26
- [Arrêté du 9 juillet 2026](#) fixant pour l'année 2026 les objectifs de répartition proportionnée des accueils des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille / JO, 9/7/26
- [Décret n° 2026-558 du 29 juin 2026](#) harmonisant les dispositions relatives à l'anonymat des interprètes, des agents de l'administration pénitentiaire et des professionnels accompagnant les mineurs / JO, 30/6/26

Construire une chaîne de protection continue » vise à tirer toutes les conséquences des défaillances révélées par l'affaire Lyhanna et à accélérer la mise en œuvre de réponses concrètes. Les 20 décisions proposées s'articulent autour de quatre priorités : prévenir les situations de danger, détecter plus rapidement les violences, garantir une protection sans délai des enfants victimes et les accompagner durablement vers la reconstruction.

[Lire le rapport](#)

Institutions



Défenseur des droits

- Le 7 juillet 2026, le Défenseur des droits a publié une étude consacrée **aux trajectoires des jeunes ayant connu, mineurs, une ou plusieurs incarcérations**. Cette recherche analyse la sortie de détention comme une période décisive du passage à l'âge adulte. Elle met en évidence la manière dont les inégalités sociales, les ruptures familiales, les contraintes judiciaires et les ressources institutionnelles influencent les conditions de cette sortie, période charnière dans les parcours de ces jeunes. [Lire l'étude](#)

- Les dernières études chiffrées montrent que le nombre de victimes de traite des êtres humains est en augmentation. Face à ce constat, le Défenseur des droits a publié le 16 juillet 2026 un rapport pour mieux **protéger les mineurs victimes de traite des êtres humains**. Ce rapport analyse les défaillances persistantes

- [Décret n° 2026-580 du 26 juin 2026](#) relatif aux missions, à l'organisation et au fonctionnement des centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP) et des centres médico-psycho-pédagogiques (CMPP) / JO, 1/7/26.

Du côté des ministères

- [CP](#) : Violences sexistes et sexuelles en santé : l'État et les Ordres des professions de santé renforcent leur engagement commun / Ministère de la santé, 2/7/26

- [CP](#) : Amélioration de l'orientation et la prise en charge des élèves présentant des signes de souffrance psychique | Ministère de l'Éducation nationale / BO n° 27, 2/7/26.

Publications

- [Protection de l'enfance](#) : Emmanuel Macron promet le financement de sept nouveaux centres de soins / Banque des territoires, 21/7/26

- [Vers une imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineur ?](#) / Vie publique, 15/7/26

- [Gestation pour autrui](#) : quelles sont les évolutions du droit ? / Vie publique, 13/7/26

- Premières propositions de la mission périnatalité / Ministère de la santé, 8/7/26 [En savoir plus](#)

- [Avis](#) sur l'exclusion des enfants de l'espace public, ou « no kids » / CNCDH, 2/7/26

- [Conférence de presse](#) de fin de mandat de Claire Hédon /

du système français dans l'identification, la protection et la prise en charge des mineurs victimes ou potentiellement victimes de traite, en particulier les mineurs non accompagnés (MNA). Il s'appuie sur l'analyse détaillée de situations concrètes pour illustrer les manquements des services interpellateurs, de l'ASE et de la justice et formule un certain nombre de recommandations pour une meilleure prise en compte de la traite des êtres humains par les différents acteurs du service public de la justice.

[Lire le rapport](#)

Parutions

Avis du CESE

Saisi par la présidente de l'Assemblée nationale, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté le 16 juillet 2026 son **avis sur la proposition de loi visant à lutter de manière intégrale contre les violences sexistes et sexuelles commises à l'encontre des femmes et des enfants**. À travers cet avis, le CESE analyse les conditions de réussite des mesures proposées ainsi que leurs effets indirects potentiels afin d'en garantir la pleine effectivité. En voici les grandes lignes :

inscription dans la loi une programmation budgétaire pluriannuelle ambitieuse ; prise en compte directe des enfants exposés aux violences conjugales ou victimes d'inceste ; révision des définitions pénales des infractions sexuelles pour y intégrer explicitement la notion d'absence de consentement libre et éclairé, ainsi que la contrainte morale et l'emprise ; application effective de

Défenseur des Droits, 25/6/26

- [Rapport](#) : Santé mentale en protection de l'enfance : agir face à l'urgence / Fondation Droit d'enfance

- [CP](#) : PE : ne sacrifions pas une réforme attendue à une loi de circonstance / ATD Quart Monde, 2/7/26

- [Avis](#) du Défenseur des droits n° 26-06 sur le projet de loi relatif à la protection des enfants / 26/6/26

- [Étude](#) des effets et impacts du parrainage de proximité sur les enfants et jeunes parrainés et accompagnés par France Parrainages / Juin 2026

- [Rapport](#) : Accompagnement à l'accès au logement et à l'autonomie des jeunes en protection de l'enfance : État des lieux et enjeux sur la région Grand Est / ANSA, mai 2026

l'éducation à la vie affective et sexuelle dès le plus jeune âge ;
garantie d'un accompagnement médical, psychologique, juridique et social à long terme, accessible partout en France sans rupture de parcours.

[Lire l'avis](#)

Bilan des plaintes relatives aux violences sexuelles commises sur des mineurs

Ce bilan effectué à la demande du garde des Sceaux à la suite de l'affaire Lyhanna, permet de disposer d'une vision précise du stock de procédures pour identifier les situations les plus sensibles, mieux protéger les victimes et mettre hors d'état de nuire les auteurs les plus dangereux. 69626 dossiers ont d'ores et déjà été revus sur l'ensemble du territoire et *in fine* 85 047 plaintes ont été recensées par les procureurs. Ainsi, 82 % du stock national a déjà été réétudié par les parquets. [Lire la suite](#)

France Enfance
Protégée



Ce podcast, réalisé par RFI, plonge au cœur du 119 en décrivant son travail quotidien et ses missions. Il mentionne également le rôle de relais de la Crip et rappelle l'importance du «chat», porte discrète pour les jeunes. [Écouter le podcast](#)



<http://www.linkedin.com/company/franceenfanceprotegee>

*Lettre réalisée par Françoise Delahaye, documentaliste sous la direction de Grégory Dubois, directeur de l'ONPE
Copyright © 2026 Observatoire national de la protection de l'enfance, All rights reserved.*